

(N° 209)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1923.

**Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi organique
de l'enseignement primaire.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

En 1920, le Gouvernement proposa à la Législature une modification de l'article 25 de la loi organique de l'enseignement primaire, en ce sens que le recours au Roi reconnu aux instituteurs communaux frappés d'une peine disciplinaire approuvée par la Députation permanente, aurait été également ouvert aux instituteurs laïques des écoles adoptées et des écoles adoptables, frappés dans des conditions analogues par les autorités dont ils relèvent.

Une importante fraction de la Chambre des Représentants combattit cette disposition nouvelle. C'est alors que l'honorable Ministre des Sciences et des Arts déposa un amendement tendant à supprimer, dans un but de symétrie, le recours au Roi pour les instituteurs de l'une et de l'autre catégorie. L'assemblée adopta l'amendement sans aucune discussion.

Le monde des instituteurs communaux s'émut de cette disparition d'une garantie qui leur était assurée de longue date et qui les prémunissait contre des actes arbitraires toujours possibles lorsque le pouvoir disciplinaire est exercé par des organismes électifs essentiellement politiques tels que les conseils communaux et les députations permanentes.

Il convient de remarquer aussi que le recours au Roi est inscrit dans la loi de 1903 garantissant la stabilité des emplois communaux et qu'il est dès lors peu logique que les instituteurs, qui sont également des agents communaux, en soient privés.

Enfin, l'intervention royale assurait l'unité de jurisprudence en matière disciplinaire.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement a estimé qu'il était utile de rétablir dans leurs grandes lignes les dispositions de l'ancien article 25 en ce qui concerne les instituteurs communaux.

Cependant, certaines innovations, introduites dans la loi de 1920, doivent être conservées, notamment le droit pour l'instituteur de se défendre, ou de faire présenter sa défense devant les autorités chargées du pouvoir disciplinaire, et ce droit de défense, sans lequel on ne conçoit plus l'exercice de la justice, doit être étendu à tous les cas, même à ceux qui ne donneront lieu qu'à l'application de peines minimales.

Seulement, des incidents récents, dont le Conseil communal de Bruxelles a été le théâtre, ont démontré que dans certaines circonstances ce droit de défense doit pouvoir être réglementé et ce pour éviter des abus et notamment pour ne pas entraver le fonctionnement régulier des institutions publiques. C'est le cas notamment lorsque plusieurs instituteurs sont prévenus d'agissements concertés contre l'exécution des lois et règlements. Obliger le Conseil communal réuni en séance plénière à écouter un nombre considérable de fois l'exposé des mêmes arguments, des mêmes théories, des mêmes récriminations semble fastidieux autant qu'attentatoire à la dignité de ce corps politique. Le texte proposé laisse d'ailleurs aux autorités chargées du pouvoir disciplinaire le soin d'apprécier elles-mêmes si dans des cas de l'espèce, la procédure ordinaire doit ou ne doit pas être abandonnée, et si le collège échevinal entendra les prévenus ou si la défense verbale sera remplacée par le dépôt d'un mémoire écrit.

La législation antérieure ne prévoyait aucun délai en ce qui concerne les recours. Pour parer autant que possible aux lenteurs de la procédure disciplinaire, le nouveau texte prévoit un délai de rigueur de huit jours pour l'exercice du droit d'appel au Roi et stipule que la Députation permanente doit statuer dans le mois sur tous les cas dont elle est saisie.

La suspension simple serait désormais limitée à six jours, soit à une semaine de travail; alors que sous le régime actuel elle peut aller jusqu'à six mois. Toute suspension de sept jours et plus entraînerait *ipso facto* la privation du traitement.

La suspension simple constitue, en effet, une peine d'ordre moral qui, en se prolongeant, perd son caractère et devient en quelque sorte un congé.

Le texte actuel de l'article 31 C porte que « l'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente sera privé de l'augmentation se rapportant à la période pendant laquelle la peine a été infligée ».

De ce texte confronté avec le texte de l'article 25 nouveau, il résulterait que toute peine de suspension quelconque entraînerait la privation de l'augmentation réglementaire de traitement. Ce serait là une conséquence trop grave et l'action disciplinaire de l'autorité scolaire en serait éternuée, car dans des cas de moindre gravité, mais appelant néanmoins une répression énergique, celle-ci serait amenée à devoir se montrer inopportunément clémente pour ne pas exposer les agents incriminés à des pertes d'argent en disproportion avec l'infraction commise. C'est pourquoi, le projet demande que la privation d'une augmentation de traitement ne soit liée qu'aux peines plus graves que la suspension de plus de six jours.

Une autre modification, plus importante, est celle que je propose d'apporter à l'article 23.

Depuis que l'État a pris à sa charge, à titre de subsides, le paiement des traitements du personnel enseignant, tels qu'ils sont fixés par la loi, le retrait des subsides aux communes qui négligent leurs devoirs en matière scolaire, a perdu toute efficacité. Il revient pratiquement à exposer les instituteurs de ces communes à ne pas être payés régulièrement, et il ne touche donc pas directement, ni sensiblement les administrations communales récalcitrantes, ou négligentes, ou indifférentes.

C'est pourquoi le Gouvernement a l'honneur de vous proposer de décréter qu'en cas de retrait des subsides :

« Les traitements mis ainsi à la charge de la commune continueront néanmoins à être payés par l'État qui en récupérera le montant à l'intervention du Département des Finances par prélèvements sur les parts ou additionnels revenant à ladite commune dans le produit des impôts directs ou sur les sommes qui lui sont attribuées dans la répartition du fonds des communes. »

De cette façon, le retrait des subsides recouvrera toute sa valeur et le Gouvernement ne se trouvera plus désarmé devant l'incurie ou le mauvais vouloir manifeste de certaines administrations communales.

Enfin une procédure analogue est proposée en vue de faciliter le recouvrement des avances faites par l'État pour le compte des communes dans le paiement des traitements d'attente aux instituteurs en disponibilité soit pour cause de suppression d'emploi, soit pour cause de maladie ou dans l'intérêt du service.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

P. NOLF.

4

(N° 209)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1923.

Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen der wet tot regeling
van het lager onderwijs.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

In 1920, stelde de Regeering aan de Wetgevende Kamers voor artikel 25 der wet tot regeling van het lager onderwijs zoo te wijzigen dat het recht van hooger beroep bij den Koning, toegekend aan de gemeentonderwijzers welke een door de Bestendige Deputatie goedgekeurde tuchtstraf hebben opgelopen, eveneens zou verleend worden aan de wereldlijke onderwijzers der aangenomen scholen en der aanneembare scholen die onder soortgelijke omstandigheden gestraft werden door de overheid van dewelke zij afhangen.

Een belangrijke fractie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers bestreed deze nieuwe bepaling. Het is op dat oogenblik dat de achtbare Minister van Kunsten en Wetenschappen een amendement heeft ingediend dat ten doel had, met het oog op meer overeenstemming, het hooger beroep bij den Koning voor de onderwijzers van beide soorten af te schaffen. Het amendement werd zonder bespreking door de vergadering aangenomen.

De gemeentonderwijzers maakten zich ongerust over het verdwijnen van een waarborg die hun sedert lang was verzekerd en die hen beveiligde tegen willekeurige daden welke altijd mogelijk zijn wanneer de macht om tuchtstraffen op te leggen uitgeoefend word door aan verkiezing onderworpen en uiterwaard politieke lichamen als de gemeenteraden en de bestendige deputaties.

Er dient eveneens opgemerkt dat het beroep bij den Koning opgenomen is in de wet van 1903, waarbij de vastheid der gemeentebetrekkingsen wordt gewaarborgd en dat het diensvolgens onlogisch is de onderwijzers die insgelijks gemeentebiedenden zijn, er van te berooven.

De Koninklijke bemiddeling verzekerde ten slotte de eenheid van rechtspraak in zake tuchtstraffen.

Om al die redenen is de Regeering van oordeel geweest dat het zijn nut had

de bepalingen van het vroegere artikel 25, wat de gemeenteconderwijzers betreft, in hun groote trekken te herstellen.

Evenwel moeten sommige nieuwigheden, welke in de wet van 1920 zijn opgenomen, behouden blijven, inzonderheid het recht van den onderwijzer om zich te verdedigen of te doen verdedigen voor de overheid die belast is met de macht om tuchtstraffen op te leggen, en dit recht van verdediging zonder hetwelk de rechtsbedeeling niet mogelijk wordt geacht, geldt voor al de gevallen, zelfs voor die welke slechts aanleiding zouden geven tot de toepassing van geringe straffen.

Voorvallen als die welke onlangs in den Brusselschen Gemeenteraad gebeurd zijn, hebben nochtans bewezen dat dit recht van verdediging onder zekere omstandigheden moet kunnen geregeld worden, ten einde misbruiken te voorkomen en inzonderheid om de regelmatige werking der openbare instellingen niet te belemmeren. Dit is vooral het geval wanneer verschillende onderwijzers verdacht worden van onderling beraamde handelingen tegen de uitvoering der wetten en reglementen. Den Gemeenteraad in volledige vergadering verplichten een groot getal keeren de uiteenzetting derzelfde argumenten, derzelfde theoriën, derzelfde verwijten aan te hooren schijnt vervelend en schendt de waardigheid van dit politiek lichaam. De voorgestelde tekst laat trouwens aan de overheid, die met het opleggen der tuchtstraffen is belast, de zorg over om zelf te oordeelen of de gewone rechtspleging in dergelijke gevallen al dan niet moet gevolgd worden en of het Schepencollege de beschuldigten zal hooren of wel of de mondelinge verdediging zal vervangen worden door een in te dienen verdedigingsschrift.

De vroegere wetgeving voorzag geen termijn wat het hooger beroep betreft. Om de traagheid der rechtspleging in zake tuchtstraffen zooveel mogelijk te verhelpen, voorziet de nieuwe tekst een uitersten termijn van acht dagen voor het uitoefenen van het recht van beroep bij den Koning en bepaalt dat de Bestendige Deputatie binnen den termijn van een maand uitspraak moet doen over al de gevallen welke bij haar aanhangig zijn gemaakt.

De eenvoudige schorsing zou voortaan tot zes dagen beperkt worden of tot een week arbeid, terwijl zij onder het tegenwoordig stelsel, zes maanden mag duren. Iedere schorsing van zeven dagen en meer zou *ipso facto* de weddeberooving meebrengen.

De eenvoudige schorsing is inderdaad een straf van zedelijken aard welke bij verlenging haar karakter verliest en om zoo te zeggen een verlof wordt.

De tegenwoordige tekst van artikel 31 C, luidt als volgt :

« De onderwijzer gestraft met eene zwaardere tuchtstraf dan die welke de gemeenteraad zonder goedkeuring vanwege de Bestendige Deputatie mag uitspreken, wordt beroofd van de verhooging voor het tijdvak waarin de straf werd opgelegd ».

Uit de vergelijking van dezen tekst met den tekst van het nieuwe artikel 25 zou blijken dat gelijk welke schorsingsstraf de berooving der reglementaire weddeverhooging zou meebrengen. Dit zou te verre gaan en de werking der

schooloverheid in tuchtstraffen zou er door ontzenuwd worden, want in de minder ernstige gevallen, welke nochtans een krachtige beteugeling vereischen, zou de overheid er toe gebracht worden zich op een ongelegen oogenblik goeder-tieren te moeten toonen om de beschuldige leerkrachten niet bloot te stellen aan geldverliezen die niet in verhouding zijn met de bedreven overtreding. Daarom vraagt het ontwerp dat de berooving van een weddeverhooging slechts zou verbonden worden aan de zwaardere straffen dan de schorsing gedurende meer dan zes dagen.

Een andere belangrijker wijziging is die welke ik voorstel te brengen aan artikel 23.

Sedert de Staat de uitbetaling der wedden van het onderwijzend personeel, zooals zij bij de wet worden bepaald, als toelagen te zijnen laste heeft genomen, heeft het onttrekken der toelagen aan de gemeenten welke hun plichten op schoolgebied verwaarloozen, alle kracht verloren. In werkelijkheid heeft die onttrekking tot gevolg dat de onderwijzers dier gemeenten het gevaar loopen niet regelmatig betaald te worden : zij treft dus noch rechtstreeks, noch merk-lijk de gemeentebesturen die of weerspanning, of nalatig, of onverschillig zijn.

Dienvolgens heeft de Regeering de eer U voor te stellen te verordenen dat, in geval van onttrekking der toelagen :

« De Staat evenwel de jaarwedden blijft uitbetalen waarmede de gemeente aldus wordt belast, en opnieuw in het bezit komt van het bedrag, door bemid-deling van het Departement van Financiën, door middel van afhoudingen op de aandeelen of opcentiemen welke aan voornoemde gemeente verschuldigd zijn in de opbrengst der rechtstreeksche belastingen of op de sommen welke haar toe-gekend worden bij het verdeelen van het Fonds der Gemeenten. »

Op die wijze zal de onttrekking der toelagen weer al haar kracht krijgen en de Regeering zal niet meer ongewapend staan tegenover de klaarblijkelijke zor-geloosheid of kwaadwilligheid van sommige gemeentebesturen.

Een soortgelijke procedure wordt ten slotte voorgesteld om de invordering te vergemakkelijken van de voorschotten door den Staat voor rekening van de gemeente gedaan in de betaling van de wachtgelden der onderwijzers in beschik-baarheid hetzij wegens afschaffing van bediening, hetzij wegens ziekte, hetzij in het belang van den dienst.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,
P. NOLF.
